

---

## Les agents des beys de Tunis au XIX<sup>e</sup> siècle : entre intérêts de pouvoir et enjeux marchands

Mehdi Jerad

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/11398>

ISSN : 1773-0201

### Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

### Édition imprimée

Date de publication : 15 juin 2019

Pagination : 113-129

ISSN : 0395-9317

### Référence électronique

Mehdi Jerad, « Les agents des beys de Tunis au XIX<sup>e</sup> siècle : entre intérêts de pouvoir et enjeux marchands », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 98 | 2019, mis en ligne le 01 décembre 2019, consulté le 21 mars 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/11398>

---

Ce document a été généré automatiquement le 21 mars 2020.

© Tous droits réservés

---

# Les agents des beys de Tunis au XIX<sup>e</sup> siècle : entre intérêts de pouvoir et enjeux marchands

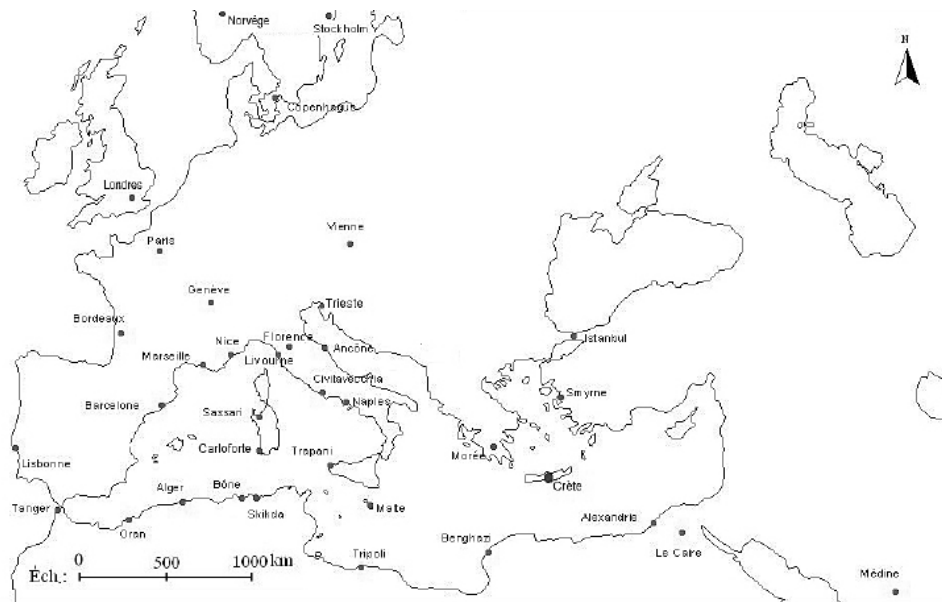
Mehdi Jerad

---

- 1 Il est de plus en plus fréquent, au fur et à mesure qu'on avance dans l'époque moderne, que la désignation et la réception des consuls relève de la souveraineté d'un État. Qu'en est-il au XIX<sup>e</sup> siècle de la régence de Tunis, alors province ottomane ? Le bey de Tunis n'avait pas le droit – du moins sur le plan théorique – d'avoir des représentations à l'étranger. Hammouda Pacha (1782-1814) est le premier bey de Tunis à exprimer de manière explicite son désir de disposer de représentants ou agents (*wakils*) établis de manière permanente auprès de ses principaux partenaires européens ainsi que dans quelques provinces ottomanes<sup>1</sup>. Ces premiers représentants du bey ont en réalité une fonction essentiellement commerciale. La période est marquée par une participation accrue des marchands tunisiens au commerce entre le Maghreb, le Levant et l'Europe<sup>2</sup>. L'apparition d'un réseau constitué de marchands de la cour beylicale, la progressive reconversion de la flotte de course tunisienne en une marine marchande expliquent la volonté de Hammouda Pacha de nouer des relations commerciales avancées avec les puissances européennes basées sur le principe de la réciprocité.
- 2 Cet article s'efforce de mettre en lumière l'interaction entre les intérêts politiques et diplomatiques et les intérêts économiques des agents des beys de Tunis. Il s'appuie principalement sur les correspondances échangées entre les *wakils* de la régence de Tunis et la cour beylicale. Cette documentation riche et variée permet de saisir le regard que portaient ces agents sur leurs attributions et d'appréhender plus directement qui étaient les usagers de ces représentations beylicales et où s'inséraient les *wakils* dans la chaîne de commandement<sup>3</sup>.
- 3 Comment se fait le choix des *wakils* de la régence ? Dans quelle mesure peut-on parler d'une « proto-diplomatie » tunisienne<sup>4</sup> ? Quel rôle jouaient les *wakils* dans l'optimisation des transactions commerciales en Méditerranée ? Quels sont les bénéficiaires de leurs actions ? Quels sont les avantages d'être *wakil* ?

## Les *wakils* de la régence de Tunis au XIX<sup>e</sup> siècle : agents diplomatiques ou agents commerciaux ?

- 4 À en juger par la documentation disponible, le corps des *wakils* de la régence de Tunis apparaît à la fin du règne de Hammouda Pacha, c'est-à-dire à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Pour certains auteurs, la présence de représentants de la régence aux deux postes du Caire et d'Alexandrie daterait de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>5</sup>, alors que les documents conservés aux archives nationales tunisiennes ne remontent pas plus loin que le règne de Hassine bey II (1824-1835).
- 5 Sous le règne de Hammouda Pacha, il y a des *wakils* dans les grands ports méditerranéens musulmans tels que Tripoli, Istanbul, Smyrne, Alexandrie, Alger et le Hedjaz. Vers 1814, à la fin de son règne, il en existe également dans un certain nombre de villes euro-méditerranéennes, notamment à Raguse, La Valette, Gibraltar, Marseille, Trieste, Gênes et Livourne. Le réseau des *wakils* de la régence est, pour l'essentiel, calqué sur le tracé des routes du commerce maritime. Au cours de la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, la représentation consulaire s'étend à Lisbonne, Palerme, Civitavecchia, Cagliari, Ancône, Florence, Paris, Annaba (Bône), Oran, et Genève. Parallèlement, des vice-consuls sont commissionnés à Toulon, Nice, Porto Ferraro et Carloforte (Sardaigne), et des consuls honoraires à Vienne, Stockholm et Copenhague<sup>6</sup>.
- 6 La régence de Tunis a entretenu, au XIX<sup>e</sup> siècle, un total de 36 postes consulaires répartis dans 15 pays<sup>7</sup>. À la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, le réseau n'en compte que 14 ; 22 autres consulats ont été créés au courant du XIX<sup>e</sup> siècle, essentiellement pendant la période du vizirat de Mustapha Khaznadar et de Khereddine<sup>8</sup>. La présence des consuls est plus forte en Europe (58,4 %) que dans le monde ottoman et arabo-musulman (30,8 %). Les Amériques ne comptent qu'un poste, à Washington (2,8 %). La péninsule italienne abrite quatre consulats généraux et huit consulats, la France trois consulats (puis, après l'annexion de Nice, quatre). Le royaume de Suède et Norvège en accueille deux, l'Espagne, le Danemark, la Suisse, l'Autriche, l'Angleterre, le Portugal, et les États-Unis n'en accueillent qu'un seul<sup>9</sup>. La répartition du réseau consulaire tunisien, inégale, est essentiellement centrée autour de la Méditerranée<sup>10</sup>. Voyons maintenant la manière dont se présentent ces *wakils* et comment ils se qualifient eux-mêmes.

Fig. 1. Répartition des *wakils* et consuls de la régence de Tunis au xix<sup>e</sup> siècle

Source : ANT, dossiers des *wakils* de la régence de Tunis

## Wakil : un statut ambigu ?

- 7 Le titre de *wakil* est polysémique. En dehors des représentants du bey à l'étranger, le terme revêt d'autres significations : le *wakil* peut également être un chargé d'une ferme ou d'une institution, il peut être un gestionnaire, voire un délégué commercial. Ces agents du bey emploient une variété de termes dans leurs correspondances pour désigner leurs fonctions ou leurs prérogatives. La majorité clôture leurs lettres avec la simple formule de « votre serviteur », sans ne mentionner aucune fonction, alors que d'autres signent en précisant leur qualité de *wakil* de la régence de Tunis, tels que Ismail Ben Daoud, *wakil* du bey à Smyrne<sup>11</sup>. Mohamed Badreddine signe ses lettres en qualité de *wakil odjak*<sup>12</sup> de Tunis ou *wakil mahrousset*<sup>13</sup> de Tunis<sup>14</sup>. Dans ses correspondances officielles avec les pays européens, la régence de Tunis qualifie ses représentants d'agent général, de *wakil* général, de *wakil* de Tunis ou de *wakil* du pays. À Marseille, on qualifie le *wakil* d'« agent général dans le Royaume de France »<sup>15</sup>. En 1821, Alexis Gierra signe sa lettre envoyée de Marseille à Soliman Kahia en sa qualité de « consul général et chargé d'affaires de S. A. tunisien »<sup>16</sup> ou « *il console generale de la regenza di Tunisi, Incaricato d'affari di Sua altesa tunesina [sic]* »<sup>17</sup>. Alors qu'à Paris, où la représentation consulaire tunisienne date de 1846, le représentant du bey est qualifié d'« agent de son altesse le bey à Paris »<sup>18</sup>.
- 8 Pour prévenir tout conflit avec l'Empire ottoman, le gouvernement tunisien évite d'accorder toute titulature officielle à ses représentants à Istanbul, et limite leurs prérogatives à la sphère économique, en particulier commerciale. La Sublime Porte s'oppose en effet à toute nomination officielle d'un consul de la part de l'une de ses régences dans les pays européens, mais elle tolère la présence d'un représentant qui veille à défendre les intérêts commerciaux de la régence. Elle se plaint ainsi de la désignation d'un consul tunisien à Malte<sup>19</sup>. Pour les régences d'Alger et de Tripoli, les *wakils* de Tunis portaient le titre de « *wakil* Tunis ». Après l'occupation française d'Alger en 1830, la France se met à contester le corps des *wakils* de Tunis. Dans une lettre

adressée au ministre des Affaires étrangères à Tunis, datée du 18 juillet 1872, le représentant du bey à Oran, Moïse Elias Bentata, l'informe que son homologue français ne reconnaît plus le *wakil* du bey de Tunis en qualité d'agent consulaire à Oran et réclame « la réciprocité des égards », c'est-à-dire d'être reconnu comme consul par la France, et non comme simple *wakil*<sup>20</sup>. Il en va de même pour le *wakil* à Marseille. Jouant sur l'absence d'équivalence européenne de la titulature arabe d'« agent » (*wakil*) tunisien, le gouvernement français propose en effet de ne reconnaître Alexis Gierra qu'en qualité « d'agent commercial » du bey<sup>21</sup>.

- 9 Il importe de signaler que jusque-là les représentants du bey sont le plus souvent considérés comme *wakils* dans ces ports arabo-musulmans ou ottomans, et comme agents diplomatiques et consuls en Europe. À ce propos il faut distinguer entre ce qu'on peut qualifier de « *wakil* levantin » et *wakil* en Europe. Outre la différence de titulature mentionnée plus haut, les deux divergent au niveau de la rémunération et par la façon dont ils sont recrutés. Les « *wakils* levantins » sont le plus souvent nommés suite à une candidature spontanée, tandis que ceux dans les pays de Chrétienté sont nommés par la cour beylicale.
- 10 Jusqu'au début du xix<sup>e</sup> siècle, la rémunération des *wakils* est sans doute restée à l'appréciation de ceux qui les choisissent, c'est-à-dire le bey et son ministre. Aucun texte de droit ne règle alors la question. Il est probable qu'ils sont alors rétribués par commission puisqu'ils sont impliqués dans des transactions commerciales pour le compte des hommes présents à la cour. Les fonds alloués aux *wakils* par la cour ne comportent toutefois pas seulement leur part dans les transactions commerciales, mais également des sommes forfaitaires pour leur table, pour les frais d'installation, de représentation et pour les dépenses exceptionnelles.
- 11 D'après les correspondances, les *wakils* ne sont pas considérés comme fonctionnaires mais simplement comme mandataires du bey pour les affaires dans lesquelles il les autorise à agir. De ce fait, ils ne reçoivent pas de salaire fixe. Ils sont par conséquent autorisés à exercer d'autres activités à côté de leur charge consulaire<sup>22</sup>. Exceptionnellement les *wakils* perçoivent un traitement, comme Jules de Lesseps, agent du bey de Tunis à Paris, qui reçoit 25 000 francs par an<sup>23</sup>. De même l'agent à Istanbul Mohamed Met'heni touche 3 000 francs par an<sup>24</sup>. Au-delà de l'intérêt matériel, les *wakils* visent à avoir une reconnaissance sociale en obtenant des faveurs, comme les décorations. Jules de Lesseps est décoré par Ahmed Pacha Bey du Nichan Iftikhar<sup>25</sup> de deuxième classe (*sinfthani*)<sup>26</sup>. Ils nouent aussi sur place un réseau de sociabilité et sollicitent des décorations pour les hommes influents de la cour de France qui peuvent être utiles à la régence. Jules de Lesseps transmet ainsi une note au ministre Mustapha Khaznadar dans laquelle il demande des Nichans pour des personnes « en récompense de l'appui prêté par elles aux intérêts tunisiens »<sup>27</sup>.

## De l'agent commercial au consul ?

- 12 Il est incontestable que tous les *wakils* de la régence de Tunis sont des marchands, ou, au moins, sont impliqués dans le monde des affaires commerciales. Ainsi,
 

[le] *wakil* devrait être un homme de métier marchand ou négociant, ayant la pratique des nolis et affrètements, initié aux lettres de change. Ce n'était pas un hasard si la quasi-totalité des *wakils* nommés par la régence étaient des négociants de métier, des représentants commerciaux ou des courtiers déjà connus et établis sur la place<sup>28</sup>.

- 13 Les échanges épistolaires entre les *wakils* et la cour beylicale définissent la mission centrale du *wakil* : protéger et promouvoir le commerce et les commerçants tunisiens installés dans diverses places marchandes. Ainsi, le *wakil* de la régence à Istanbul, Omar el-Abri, est à l'origine un marchand impliqué dans les échanges avec le Levant<sup>29</sup>.
- 14 Le bey et le grand ministre ou vizir – qui est lui-même le plus souvent chargé des affaires étrangères – sont les principaux acteurs de la politique étrangère de la régence<sup>30</sup>. Le réseau consulaire tunisien à l'étranger a pris forme sous le règne d'Ahmed Bey (1837-1855) où on assiste, suite aux réformes mises en œuvre par le bey, à l'implantation de tout un réseau de consulats et d'agences consulaires à l'étranger. Sous le règne d'Ahmed bey on assiste à la formation d'un nouveau département chargé des relations extérieures, sorte de service administratif (*diwan al oumour al barranya*), supervisé par Giuseppe Raffo. Jusqu'à la création du ministère des Affaires étrangères en 1860<sup>31</sup>, c'est donc le bey qui désigne les représentants tunisiens destinés à être accrédités auprès des pays voisins ou amis.
- 15 Si le grand vizir intervient indirectement dans la nomination des consuls, d'autres acteurs d'intermédiation marchande peuvent parfois jouer un rôle déterminant dans la nomination des *wakils*. Au début du xix<sup>e</sup> siècle, c'est le grand vizir Youssef Saheb Ettabâa qui commande tout un réseau de marchands. Il oriente également le choix des *wakils* et les insère dans une diplomatie « économiste ». Mais à d'autres moments les réseaux marchands peuvent également avoir leur mot à dire. Ainsi, les marchands tunisiens installés dans une place marchande peuvent proposer au bey le nom d'un *wakil* par cooptation. En février 1881, 138 marchands tunisiens établis en Égypte adressent ainsi une pétition au bey et demandent la nomination de Salah Ben Dahmane comme *wakil* à Alexandrie<sup>32</sup>. Dans d'autres cas, la *wakala* peut devenir une affaire de famille. La charge de *wakil* passe alors d'une génération à l'autre. Le 6 juillet 1880, Salem Badreddine réclame la *wakala* d'Alexandrie, car elle a été exercée auparavant par son grand-père et son oncle Mohamed Badreddine<sup>33</sup>. Aussi, les marchands tunisiens peuvent proposer au gouvernement tunisien le nom d'un *wakil* à l'étranger. C'est le cas des marchands originaires de Djerba qui souhaitent qu'Ali Zouari al-Jerbi devienne *wakil* à Alexandrie. Ils le présentent alors comme un homme pieux, fortuné et influant auprès des autorités d'Égypte<sup>34</sup>. Enfin, un *wakil* en exercice peut également proposer le nom de son successeur. Ainsi, juste après le décès d'Abderrahmane Tourir, *wakil* au Caire, Mohamed Badreddine, *wakil* alors à Alexandrie, propose de nommer le marchand Mohamed Kammoun, cheikh du *riwaq* (« couloir », c'est-à-dire superviseur des boutiques des marchands maghrébins) à el-Azhar<sup>35</sup>.
- 16 Si dans le monde arabo-musulman les nouveaux *wakils* sont cooptés par les marchands d'une place ou choisis par leur appartenance à une certaine famille<sup>36</sup>, la désignation des représentants du bey en Europe se fait en fonction des qualités personnelles des candidats, notamment en fonction de leur maîtrise des langues étrangères. C'est la raison pour laquelle les postes consulaires sont souvent confiés à des marchands européens engagés dans le commerce méditerranéen, et qui ont une connaissance des différentes langues en usage dans la diplomatie méditerranéenne (français, italien, voire portugais)<sup>37</sup>. Cette logique n'exclut pas le principe de l'hérédité de la charge<sup>38</sup>. À titre d'exemple, la famille Cardozo accapare la charge de *wakil* / consul de Tunis à Gibraltar pendant plus de trois décennies<sup>39</sup>. Quoi qu'il en soit, la nomination d'un *wakil* ou consul relève en dernière instance du bey. D'ailleurs, ces agents reçoivent les

instructions du Bardo et lui adressent leurs rapports sur toutes les affaires dans lesquelles sont impliqués les intérêts tunisiens publics ou privés<sup>40</sup>.

- 17 Mais qu'en est-il de la participation directe des *wakils* aux échanges ? En quoi le poste qu'ils occupent sert-il leurs intérêts personnels et lignagers ?

## De l'avantage d'être *wakil* dans la régence de Tunis

- 18 Durant les premières décennies du xix<sup>e</sup> siècle, du moins jusqu'en 1814, il semble que les principaux bénéficiaires des services assurés par les *wakils* aient été les hommes de la cour beylicale et à leur tête Youssef Saheb Ettabâa. La diplomatie tunisienne prend pendant cette période une orientation presque exclusivement économique. Les *wakils*, notamment dans le Levant, jouent un rôle primordial dans l'approvisionnement des matières premières nécessaires à la fabrication de la chéchia tunisienne, voire même dans la vente de ce produit dans les marchés levantins<sup>41</sup>. Ils font alors partie du réseau marchand de la cour beylicale. Les *wakils* de la régence sont chargés de négocier et de contracter les achats à des conditions avantageuses, en plus de leur tâche d'information<sup>42</sup>.

## Un système d'abord au service de la cour

- 19 La corrélation entre les intérêts du pouvoir et ceux des *wakils* est démontrée par la décision de construire un nouveau khan<sup>43</sup> ou fondouk à Smyrne, en 1814 pour les marchands de la régence. Elle témoigne aussi bien de l'importance numérique des marchands tunisiens installés à Smyrne, que de l'importance de cette place dans les échanges entre Tunis et la Sublime Porte<sup>44</sup>. Un document dresse la liste des notables du Makhzen qui ont contribué aux dépenses réservées à la construction de ce khan sous la direction du *wakil* de la régence à Smyrne<sup>45</sup>. Ce qui importe ici, c'est que le *wakil* de la régence à Smyrne est de surcroît chargé de gérer le khan et ses revenus, d'accueillir les marchands<sup>46</sup> et soldats tunisiens venus de la régence<sup>47</sup>, voire d'affréter un navire pour leur transport<sup>48</sup>. Ce khan est en réalité un complexe économique qui abrite des chambres de résidence, un café et des dépôts. Ahmed bey ordonne d'ailleurs à son *wakil*, Ismail Daoud, d'investir les revenus du khan de Smyrne dans des travaux d'extension afin d'embellir de nouvelles chambres destinées aux marchands de la régence<sup>49</sup>. De ce fait, le *wakil* investit ce local afin d'y réaliser des transactions commerciales pour le beylik ainsi que pour son propre compte. En effet, le *wakil* de Smyrne est en même temps *wakil* du khan. Les loyers, qui s'élèvent au total à 3 000 francs en 1881, lui reviennent<sup>50</sup>. Le *wakil* de Smyrne loue par exemple pendant plusieurs années un local en mauvais état à un négociant français qu'il utilise comme dépôt pour une quantité de bois contre une somme d'argent déterminée<sup>51</sup>.
- 20 Les *wakils* sont le plus souvent des « hommes de terrain » qui maîtrisent bien les pratiques marchandes et connaissent parfaitement le milieu marchand. C'est pourquoi certains d'entre eux s'intègrent dans des associations commerciales avec d'autres marchands afin de réaliser des transactions pour leur propre compte. Mohamed Badreddine, *wakil* du Caire et d'Alexandrie, s'associe ainsi à un marchand de Tunis, Hassouna el-Haddad, qui gère leurs échanges à partir de cette ville. La documentation ne permet pas de restituer l'ensemble de leurs opérations commerciales ni leurs montants<sup>52</sup>. Dans une lettre, le *wakil* détaille les dépenses qu'il a effectuées pour l'achat

de vaches pour le grand vizir et les frais de transport à son associé à Tunis, Hassouna el-Haddad. Certaines places marchandes levantines semblent en effet plus liées que d'autres aux intérêts de la cour beylicale. L'implantation d'un poste en Morée<sup>53</sup>, en Péloponnèse, est un signe supplémentaire qui atteste de la place qu'occupe le commerce de la chéchia. C'est en effet dans cette région que les marchands s'approvisionnent en vermillon, matière première nécessaire à sa confection<sup>54</sup>.

- 21 Les *wakils* « levantins » servent surtout les intérêts du réseau marchand de la cour. Le *wakil* Ahmed el-Azbi est ainsi en contact avec les délégués commerciaux du ministre Youssef Khodja, notamment Mohamed el-Arbi Zarrouk, Younes Ben Younes et Mohamed Ellouz. Ce dernier est l'un des notables commerçants sfaxiens. Par son truchement, les capitaux engagés par Youssef Saheb Ettabâa financent des associations de commandite de divers commerçants dans le Levant. Le 18 avril 1817, Ahmed el-Azbi expédie à Mohamed el-Arbi Zarrouk du lin, des tissus d'Assiout (Égypte) ainsi qu'une lettre de change (*boulissa*) au nom de Younes Ben Younes, d'un montant de 1 241,5 *mahboub*s<sup>55</sup> demandant le compte des transactions entre le commerçant Abderrahmane Tourir (futur *wakil*) et Mohamed Ellouz<sup>56</sup>.
- 22 Ces correspondances permettent de suivre certaines opérations de vente de chéchias au profit des membres du réseau marchand de Saheb Ettabâa<sup>57</sup>. En contrepartie le *wakil* Ahmed el-Azbi envoie à Mohamed el-Arbi Zarrouk du blé d'Égypte. À en juger par ces documents, les *wakils* sont souvent au service d'un « lobby » particulier qui les finance, les commande et entend bénéficier *in fine* de leurs efforts. Cependant comme l'indiquent certaines correspondances, derrière les intérêts des marchands de la cour se cachent souvent ceux des *wakils* qui n'hésitent pas à effectuer des transactions pour leur propre compte et mettent à profit leurs liens privilégiés avec certains marchands de la cour beylicale.
- 23 Certains *wakils* sont donc des éléments efficaces au sein du réseau marchand de la cour, plutôt que des agents diplomatiques. D'autres jouent un rôle d'informateur. Deux exemples de *wakils* peuvent permettre de mieux saisir la dynamique marchande de ces agents du bey.

### Omar et son frère Saïd el-Abri : des *wakils* experts

- 24 Les *wakils* de la régence assurent un rôle de premier ordre dans la défense des intérêts des marchands tunisiens au Levant au xix<sup>e</sup> siècle. On assiste, au cours de la deuxième décennie de ce siècle, au déclin du réseau marchand de Youssef Saheb Ettabâa, basé sur les marchands sfaxiens, au bénéfice d'un autre, formé essentiellement par des marchands djerbiens dont le chef est le ministre Chakir Saheb Ettabâa. C'est par ce prisme qu'il faut analyser la participation active des marchands djerbiens dans ce nouveau réseau marchand.
- 25 Originaire de Djerba, la famille el-Abri bénéficie, entre 1831 et 1859, d'une position privilégiée à Istanbul. Omar et son frère Saïd y jouent un rôle commercial et politique de premier plan. La famille est en effet implantée depuis longtemps dans cette ville. La compétence d'Omar el-Abri dans le commerce levantin et dans les transactions financières en fait un personnage clé pour subvenir aux demandes du bey et des notables du Makhzen<sup>58</sup>. De même, la participation de l'armée tunisienne aux côtés de la Sublime Porte dans la guerre de Crimée (1854-1856) permet à Omar el-Abri de s'insérer comme intermédiaire indispensable dans la gestion de l'achat et du transport des



équipements de l'armée. Il procure aussi l'argent nécessaire à l'habillement et à la nourriture de l'armée tunisienne. Omar el-Abri profite de l'entremise du vizir Mustapha Khaznadar, puisque Omar el-Abri joue les intermédiaires entre ce ministre et les maisons commerciales établies à Marseille et à Livourne.

- 26 Omar el-Abri avait été nommé, avec son frère Saïd, *wakil* à Istanbul en 1831. Il profite alors de sa position pour tirer profit des circuits du commerce levantin. Tout d'abord, il est un acteur actif dans la vente de la chéchia tunisienne à Istanbul. Pour ces opérations il se sert de l'expérience d'un marchand tunisien, Mohamed Boulaymene<sup>59</sup>. Afin de développer ses activités commerciales, il procède par la suite à l'achat, au prix de 7 750 piastres, de deux boutiques à Istanbul dont le propriétaire est un marchand djerbien appartenant à la famille Ben Nekhfed<sup>60</sup>. Ce *wakil* est conscient de la nécessité de multiplier ses affaires et d'élargir son réseau commercial. Il mène alors des transactions en s'associant avec son frère Saïd et avec Slimane Ben Salah, un autre marchand vraisemblablement djerbien. Ainsi, le 28 février 1834, il expédie deux navires chargés de bois et de cuivre à Chakir Saheb Ettabâa, et un autre navire qui transporte du bois, des cordes et des canons à Djerba, en association avec Slimane Ben Salah<sup>61</sup>.
- 27 En outre, Omar el-Abri se spécialise dans le commerce des objets de luxe en s'appuyant sur les services de son frère Saïd qui envoie différents produits à partir de la Toscane, de Livourne ou de Marseille. Il s'agit d'armoires de rangement en marbre, d'or, de meubles, de pâtisseries italiennes, de foulards et de tissus destinés essentiellement à la cour, en particulier au ministre Chakir<sup>62</sup>. D'Istanbul, il envoie à Chakir, par le biais du marchand djerbien Saïd Sedghiani, des mamelouks, des concubines (*jawari-s*), des esclaves, dont une noire (*chouchana*). S'y ajoutent des oiseaux destinés au bey de Tunis<sup>63</sup>. D'autres achats, comme des tapis ou du lin, sont destinés à Mustapha Khaznadar.
- 28 Omar el-Abri effectue également des dépenses pour le compte de Mustapha Khaznadar consignées par des reçus dans une liste de comptes rédigée à Gênes<sup>64</sup>. Cela veut dire qu'il se déplace souvent, en alternance avec son frère Saïd. Le 9 juin 1854, Omar affrète le navire du capitaine Ahmed Yamyeli battant pavillon ottoman pour transporter des marchandises de La Goulette à Istanbul. Le contrat est signé par Omar el-Abri à Marseille et stipule que le bateau en question mouille à La Goulette dans un délai de 40 jours afin d'entreprendre le voyage<sup>65</sup>.
- 29 Enfin, Omar el-Abri est chargé de quelques affaires concernant la cour beylicale. Très souvent, il vend chéchia, huiles et autres marchandises à Alexandrie ; dans l'autre sens, il expédie du blé, du lin et des tissus à Tunis<sup>66</sup>. C'est lui qui assume également les dépenses liées au chargement ou déchargement des navires (*nawloun*) et prête assistance aux capitaines.
- 30 Parallèlement à ses attributions comme *wakil* de la régence de Tunis à Istanbul entre 1831 et 1859, Omar el-Abri pratique le commerce pour son propre compte et dirige les affaires des hommes de la cour beylicale. Or, la participation de ces agents du bey dans le commerce varie considérablement en fonction des postes qu'ils occupent. Ainsi, certains *wakils* sont exclusivement chargés d'approvisionner la cour beylicale en toute sorte de marchandises, notamment après la montée de Mustapha Khaznadar au grand vizirat, qu'il occupe, depuis 1860, conjointement avec le poste de ministre des Affaires étrangères. Les documents d'archives permettent également de suivre l'itinéraire de quelques *wakils* et de découvrir l'interaction entre intérêts privés et intérêts de la cour beylicale.

## Le cas d'Othman Ben Mabrouk à Trieste (1810-1814) : une opportunité diplomatique dans un contexte marqué par le conflit franco-britannique

- 31 Othman Ben Mabrouk est parmi les notables locaux qui occupent une place de choix au sein du palais du Bardo sous le règne d'Hammouda Pacha. Les archives attestent, au début de sa carrière professionnelle, qu'il est chargé de gérer les propriétés foncières du ministre Youssef Saheb Ettabâa<sup>67</sup>. Son expérience dans le domaine agricole en tant qu'expert des prix des terres et des produits alimentaires lui ont permis de gagner, à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, la confiance de Youssef Saheb Ettabâa. Le 24 août 1796 il est promis au poste de *wakil koushet bardou al-maamour* (intendant du four du Bardo)<sup>68</sup>. Parmi ses fonctions figure la fabrication du *bashmat* (biscuit) pour la consommation des résidents du Bardo. Cette charge est sensible et lourde dans la mesure où il est amené à chercher les blés de meilleure qualité et à superviser la fabrication du pain destiné à la cour.
- 32 Son savoir-faire dans la *wakala* des affaires agricoles de Youssef Saheb Ettabâa et son habileté dans le commerce des produits agricoles l'amènent à être très proche du bey. Ce dernier fait en effet appel à lui pour un certain nombre de services. C'est ainsi que le 4 février 1798 il est chargé par Hammouda Pacha d'acheter vingt esclaves noirs<sup>69</sup>. Son expérience, en particulier dans l'achat de blé, lui vaut, de 1801 à 1809, le caïdat de Mateur, une région productrice de blé au Nord-Ouest de la régence de Tunis<sup>70</sup>. Il s'y distingue par ses capacités de participer largement au commerce extérieur de la régence, et s'intègre alors au réseau marchand de la cour dont Youssef Saheb Ettabâa occupe le sommet. Il afferme, en 1809, *henshir el-Morra*, l'un des *henshirs*<sup>71</sup> du beylik, ainsi que la place aux céréales (*rahbat at-tâam*) de Mateur. Il détient ainsi le monopole des surplus de la production agricole de cette région<sup>72</sup>.
- 33 Othman Ben Mabrouk suit alors les formes traditionnelles des pratiques commerciales des marchands de la cour et organise l'exportation des produits de la régence vers l'Europe méditerranéenne, tels que la laine<sup>73</sup>, le blé ou les chandelles. Il s'occupe également d'importations. Le 11 mars 1807, il acquiert ainsi, pour la somme de 2 000 piastres tunisiennes, des chevaux pour le compte du beylik<sup>74</sup>. Deux ans plus tard, il devient le *wakil* commercial de Youssef Saheb Ettabâa.
- 34 En 1810, Hammouda Pacha décide d'envoyer à Trieste Othman Ben Mabrouk pour effectuer quelques transactions commerciales. Les autorités triestines retiennent alors son navire et le considèrent comme une bonne prise. Othman Ben Mabrouk est finalement contraint d'y séjourner jusqu'en 1814, soit près de cinq ans, afin de résoudre le litige. Agit-il alors comme un simple délégué commercial qui sert les intérêts de la cour beylicale, ou est-il le représentant diplomatique de la régence de Tunis ?
- 35 Les échanges épistolaires entre Othman Ben Mabrouk et la cour beylicale permettent de préciser davantage les prérogatives et attributions d'un tel envoyé à cette occasion. Dans un document du 27 mars 1812, Othman Ben Mabrouk se plaint à l'empereur de France de la prise du navire de son maître par la douane de Trieste et se présente de la façon suivante : « *wakil sidna hammouda basha bey tounis* » (*wakil* du seigneur Hammouda Pacha bey de Tunis)<sup>75</sup>. Un autre document le qualifie de « chargé des affaires du bey de Tunis son maître »<sup>76</sup>. Mais est-ce qu'il s'agit d'une représentation diplomatique au sens

propre du terme ou d'une mission temporaire ? En quoi consiste au juste la mission d'Othman Ben Mabrouk ?

- 36 En 1807 débute la guerre entre les deux régence de Tunis et d'Alger. Hammouda Pacha procède alors aux fortifications de la régence et à l'achat des armes et des canons. D'autre part, le conflit franco-britannique et le blocus continental imposé par la France en Méditerranée à partir de novembre 1806 convertissent Malte en une place centrale de la navigation maritime. Au cours des années 1805-1814, les navires battant pavillon d'un État maghrébin sont considérés comme neutres et peuvent donc naviguer librement, même si les belligérants exercent des contrôles en mer<sup>77</sup>. C'est alors qu'Othman Ben Mabrouk, qui est, au départ, un agent du bey et du réseau marchand de la cour à Tunis, s'installe à Trieste. Sa correspondance atteste de ses rapports réguliers – comme *wakil* ou représentant diplomatique – avec le bey et Youssef Saheb Ettabâa. Cet agent est utilisé pour sécuriser des circuits marchands que la régence de Tunis maîtrise mal et dans lesquels elle s'aventure en absence de représentation consulaire sur place et dans le contexte compliqué du blocus continental.
- 37 La mission d'Othman Ben Mabrouk consiste au départ à se rendre à Malte (1809) pour acquitter le prix des canons que le bey a achetés. Il doit aussi trouver preneur pour un chargement d'huile. L'année suivante arrivent à Malte trois navires en provenance de Tunis chargés de laines, savons et éponges. Le bey demande alors à Othman Ben Mabrouk de transborder ces cargaisons sur trois autres bâtiments – un chebec, une polacre américaine achetée par le bey et un bâtiment impérial – et lui donne l'ordre d'aller à Trieste. Avec le produit de la vente de ces marchandises, il doit acheter des produits et effets nécessaires à l'arsenal tunisien (câbles, ancres, mâts, cordages, antennes, boiserie)<sup>78</sup>. À cet effet, le bey joint le passeport d'Othman et des certificats qui affirment que ces trois bâtiments ancrés à Malte naviguent bien pour le compte du bey et doivent se rendre directement à Trieste, ce qui est attesté par le consul français à Tunis et le commissaire français à Malte. Othman Ben Mabrouk est donc chargé de vendre des quantités d'huiles, éponges, laines et savons ; en contrepartie il doit organiser les importations des quantités de bois vénitien, de clous et du fer pour le compte de Younes Ben Younes Al-Jerbi, l'un des marchands de la cour les plus actifs en Méditerranée.
- 38 Cet envoyé voyage donc entre Tunis, Malte et Trieste afin de défendre les intérêts du bey et de son ministre, et pour renforcer les activités commerciales des marchands ; mais sert-il aussi ses propres intérêts ?
- 39 Le 6 septembre 1810, Othman Ben Mabrouk se déplace de Malte à Trieste où il arrive après 24 jours de navigation à la tête d'un cortège de trois bâtiments. À son arrivée à Trieste – à l'époque sous domination française<sup>79</sup> –, les autorités françaises prélèvent leurs droits de douane<sup>80</sup> et saisissent le bâtiment commandé par le raïs Ibrahim el-Khayyât. Othman Ben Mabrouk est accusé d'acheminer des denrées coloniales britanniques (café, poivre, girofle et autres) introduites par contrebande dans des balles de laine et caisses de savons. Le jugement relève du conseil de Prises, qui le considère de bonne prise<sup>81</sup>.
- 40 Après un an passé à Trieste, Othman Ben Mabrouk doit ainsi se rendre à Paris pour suivre le procès. Il y parvient au bout d'un mois et demi de voyage<sup>82</sup>. Son séjour se prolonge pendant six mois<sup>83</sup>. Pendant ce temps, outre le problème du bâtiment saisi<sup>84</sup>, il doit aussi résoudre celui des droits de douane imposés aux bâtiments battant pavillon tunisien<sup>85</sup>. Certains agents du bey ou chargés de missions extraordinaires ne sont

nommés que pour une période déterminée ou une négociation précise. Si jamais le but politique de leur commission n'est pas atteint, elle peut être prolongée. Les missions d'Othman Ben Mabrouk appartiennent à cette catégorie d'« ambassades » temporaires. Au cours de ses négociations avec les autorités françaises à Trieste, Othman Ben Mabrouk rencontre un certain nombre de difficultés. En attendant la décision des autorités parisiennes sur la cargaison du navire, la douane triestine met les marchandises en dépôt. Pendant huit mois, Ben Mabrouk est contraint de prendre en charge la nourriture de cent matelots. Ses dépenses s'élèvent à environ 10 000 florins<sup>86</sup>. Au bout de 70 jours, la douane finit par autoriser, contre le paiement des droits douaniers, la vente des marchandises de deux bâtiments : le brick du bey et la polacre impériale battant pavillon de Tunis. La polacre américaine qui navigue également sous le pavillon du bey de Tunis et commandée par Ibrahim el-Khayyât est en revanche vendue par la douane, ainsi que sa cargaison. La valeur des marchandises à bord s'élève alors à 106 960 florins<sup>87</sup>, celle du bâtiment à 20 000 florins, et les frais de déplacement d'Othman Ben Mabrouk entre Trieste et Paris à 24 000 florins. La valeur totale du bâtiment et des dépenses engagées par le *wakil* pour le défendre s'élèvent à 150 960 florins<sup>88</sup>. De plus, la douane de Trieste lui interdit d'acheter les marchandises souhaitées par le bey de Tunis<sup>89</sup>.

- 41 Quel intérêt une mission telle que celle d'Othman Ben Mabrouk pouvait revêtir pour des *wakils* du bey de Tunis, à une époque où la plupart d'entre eux ne percevait aucun salaire ? La lecture minutieuse des échanges épistolaires d'Othman Ben Mabrouk avec la cour beylicale révèle une convergence d'intérêts. Elle montre qu'au-delà du service du prince et de son ministre, qui est le chef du réseau marchand de la cour, Othman sert également son intérêt personnel. Il parvient à accroître les échanges commerciaux entre Tunis et Trieste. Il devient *wakil* pour son propre intérêt, notamment à cause des privilèges attachés à cette fonction. Certes, il prétend n'avoir d'autre but que le service du bey (par exemple, procurer les munitions navales) mais, en fait, il utilise sa charge pour ses propres intérêts et le prestige qu'elle lui procure. À partir de sa mission triestine, Othman Ben Mabrouk devient certes agent diplomatique, mais il est également un agent d'intermédiation marchande, car il commerce aussi, à la fois, pour son propre compte, pour celui de Youssef Saheb Ettabâa et même pour les marchands de la cour. En plus de sa mission, Othman Ben Mabrouk est chargé de négocier et de contracter des achats à des conditions avantageuses, ce qui le convertit en homme d'affaires. Ainsi, dans une lettre adressée à Youssef Saheb Ettabâa le 29 juin 1812, Othman Ben Mabrouk se plaint des dépenses énormes de son séjour à la fois à Trieste et à Paris tout en mentionnant que « notre marchandise est perdue », ce qui peut laisser entendre qu'il possédait une partie des marchandises qui étaient à bord du navire saisi<sup>90</sup>.
- 42 À côté des munitions navales qu'il est chargé d'acheminer à Tunis, Othman Ben Mabrouk envoie différentes marchandises à Youssef Saheb Ettabâa et Hadj Younes Ben Younes. Le 29 août 1811, il expédie à ce dernier des quantités de fer, de clous et de bois vénitien de Trieste via Malte, par le biais de Mahmoud Djellouli<sup>91</sup>. Il parvient donc à monter un important négoce de bois qui profite à la construction de l'arsenal du beylik et aux marchands de la cour, ce qui illustre l'imbrication des intérêts publics et privés. D'autre part, il vend quantité d'huile pour le compte de Younes Ben Younes, sans en préciser le prix<sup>92</sup>, ce qui suppose que sa rétribution se fait par commission globale<sup>93</sup>,

alors qu'il mentionne le prix de l'huile vendu pour le compte du beylik, en 1811, qui oscillait entre 29 et 31 florins le quintal<sup>94</sup>.

- 43 Force est de constater que cet agent rend des services divers ; il fournit notamment des produits aux marchands de la cour. À côté de ce rôle commercial, il envoie au beylik des informations utiles au commerce : peste, évolution du contexte commercial international (en raison par exemple de la guerre entre la France et la Russie)<sup>95</sup>.

## Conclusion

- 44 L'implantation du réseau consulaire tunisien à l'étranger est attestée depuis le début du xix<sup>e</sup> siècle et atteint son apogée vers les années 1860. Elle n'est pour autant pas le fruit d'une politique d'expansion clairement déterminée et appliquée systématiquement, car les attributions de ces agents du bey varient. Certains *wakils* jouent un rôle commercial, notamment ceux implantés au Levant. Ils sont alors intégrés dans le réseau marchand de la cour. Pour les postes européens, leur tâche essentielle est de faciliter le négoce de la régence et servir les intérêts du beylik. Certains parviennent à tisser des relations avec d'autres *wakils* et marchands afin de mener des transactions commerciales, sans qu'on puisse trancher s'ils opèrent en tant que représentants d'État ou marchands tunisiens, tels que les frères el-Abri. Les relations sociales des *wakils*, tant sur le plan familial que professionnel, sont la clé de leur ascension. Les agents des beys de Tunis profitent également d'avantages non matériels, tels que les décorations et la protection des hommes de la cour, ce qui réduit le coût de leurs transactions commerciales : ils utilisent par exemple les navires du beylik pour transporter leurs marchandises, ou encore ils sont exemptés des droits de la douane tunisienne sur les produits exportés. Ils bénéficient aussi des circuits commerciaux de Youssef pour l'approvisionnement en laines espagnoles et en vermillon.
- 45 Ainsi, derrière les intérêts de la cour se cachent souvent des intérêts particuliers, ce qui pourrait être expliqué par le faible investissement (ou plutôt l'investissement tardif) des États dans la construction des réseaux consulaires systématiques et fonctionnalisés.

---

## NOTES

1. Dans son étude sur les *wakils* et les consuls de la régence de Tunis au xix<sup>e</sup> siècle, Mounir Abid dresse une liste des agents des beys répartis en diverses contrées méditerranéennes, notamment en Europe et dans l'Empire ottoman : Mounir Abid, *Dawro uwukala wa kanasil iyelet tounis bi istanbul wa trabulus wa malta min khilel mourasseletihem* [Rôle des *wakils* et des consuls de la régence de Tunis à Istanbul, Tripoli et Malte à travers leurs correspondances, 1830-1881], thèse de doctorat (en arabe), sous la direction d'Abdeljelil Temimi, Faculté des sciences humaines et sociales de Tunis, 1995. Toutes les correspondances des *wakils* conservées dans les archives tunisiennes mentionnent Istanbul et n'utilisent jamais le terme de Constantinople. Nous suivons donc ici cette terminologie.

2. Daniel Panzac, *Les corsaires barbaresques : la fin d'une épopée 1800-1820*, Paris, CNRS Éditions, 1999.
3. Les correspondances sont écrites en français, en arabe, en italien et en anglais.
4. Au Maghreb, on note une faible attention historiographique prêtée aux représentants diplomatiques des régence maghrébines au xix<sup>e</sup> siècle. Par contre, les recherches sur les consuls et consulats européens ont fait l'objet d'un vaste renouvellement historiographique : Fabrice Jesné (dir.), *Les consuls, agents de la présence française dans le monde, xviii<sup>e</sup>-xix<sup>e</sup> siècles*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2017, p. 9 ; Jörg Ulbert et Gérard Le Bouëdec (dir.), *La fonction consulaire à l'époque moderne. L'affirmation d'une institution économique et politique (1500-1800)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2006 ; Jörg Ulbert et Lukian Prijac (dir.), *Consuls et services consulaires au xix<sup>e</sup> siècle*, Hambourg, Dobu Verlag, 2010.
5. Entre autres, Ali Zouari, « Contribution des documents d'archives tunisiens à l'étude de l'histoire de l'Égypte au xix<sup>e</sup> siècle », *L'Égypte au xix<sup>e</sup> siècle*, colloque international du Centre National de la Recherche Scientifique, 4-7 juin 1979, Paris, CNRS Éditions, 1981, p. 49.
6. Mounir Abid, *Dawrou wukala...*, op. cit., p. 114-115.
7. Ce chiffre se réfère à la fin du règne de Hammouda Pacha, en 1881. À la fin du règne d'Ahmed bey, en 1855, on ne compte pas moins d'une vingtaine d'agences diplomatiques ou consulaires tunisiennes ouvertes dans différents pays d'Europe et d'Orient : Mongi Smida, « La Tunisie husseinite au xix<sup>e</sup> siècle », dans Azzedine Guellouz, Abdelkader Masmoudi et Mongi Smida, *Histoire générale de la Tunisie. 3. Les Temps modernes*, Tunis, STD, 1983, p. 285-401 ; rééd., Tunis, Sud Éditions, 2007, p. 327-447, ici p. 378.
8. Mounir Abid, « Acteurs et enjeux de la politique étrangère de la Tunisie husseinite au xix<sup>e</sup> siècle : constances et mutations », *Revue d'histoire maghrébine*, n° 134, 2009, p. 32. L'auteur n'a pas pris en considération le poste de Trieste.
9. *Ibid.*, p. 36.
10. Ce déséquilibre s'explique d'une part par la proximité géographique et d'autre part par l'importance des échanges commerciaux entre la régence, la France et l'Italie. Au xix<sup>e</sup> siècle, l'essentiel du négoce de la régence passe par Marseille et Livourne. D'ailleurs, le négoce provençal parvient à contrôler, à lui seul, les deux tiers du commerce extérieur tunisien au cours du dernier quart du xviii<sup>e</sup> siècle, comme l'indiquent les chiffres avancés par Mongi Smida, *Aux origines du commerce français en Tunisie*, Tunis, Sud Éditions, 2001, p. 103-110.
11. Archives nationales de Tunisie (désormais ANT), carton (dorénavant c.) 223, dossier (dorénavant d.) 400, document (dorénavant doc.) 17, lettre d'Ismail Ben Daoud à Mustapha Khaznadar, 18 ramadhan 1283 h / 24 janvier 1867.
12. Il s'agit d'une subdivision de province, dans l'ancien Empire ottoman, puisque Tunis devient une iyâla formée de plusieurs odjaks (régions ou foyers) dans lesquels s'installent des garnisons.
13. « La bien gardée ».
14. ANT, c. 231, d. 232, doc. 104, 21 ramadhan 1268 h / 9 juillet 1852.
15. Mathieu Grenet, « Alexis Gierra, "interprète juré des langues orientales" à Marseille : une carrière entre marchands, frères et réfugiés (fin xviii<sup>e</sup> - premier tiers du xix<sup>e</sup> siècle) », dans Gilbert Buti, Michèle Janin-Thivos et Olivier Raveux avec la collaboration de Mathieu Grenet (dir.), *Langues et langages du commerce en Méditerranée et en Europe à l'époque moderne*, Aix-en-Provence, Publications de l'Université de Provence, coll. « Le Temps de l'histoire », 2012, p. 61.
16. ANT, c. 210, d. 191, doc. 2, 22 novembre 1821.
17. *Ibid.*, doc. 3, 16 décembre 1821.
18. Mounir Abid, *Dawrou wukala...*, op. cit., p. 70.
19. ANT, c. 220, d. 348, doc. 36. Lettre de Mohamed Chokri Pacha au Bey de Tunis, datée du 12 août 1873. Plainte de la Sublime Porte suite à la nomination d'un candidat en tant que consul à Malte.

20. ANT, c. 211, d. 216, doc. 5.
21. Mathieu Grenet, « Alexis Gierra... », art. cit., p. 61.
22. Mounir Abid, « Acteurs et enjeux... », art. cit., p. 37.
23. ANT, c. 209, d. 164, doc. 31, lettre de Jules de Lesseps à Mustapha Khaznadar, 1867.
24. Mounir Abid, « Acteurs et enjeux... », art. cit., p. 37.
25. Nichan İftikhar, du turc *İftihar Nişanı* (Ordre de la Fierté), est un ordre honorifique tunisien conçu en 1835-1837 par Moustapha Bey et formalisé par Ahmed Bey. Cet ordre, le plus ancien par sa date de création, était aussi bien attribué à des Tunisiens qu'aux étrangers pour récompenser des services civils et militaires. Cette décoration est décernée jusqu'à l'abolition de la monarchie husseinite en 1957. Mohamed el-Aziz Ben Achour, *Les décorations tunisiennes à l'époque husseinite*, Tunis, Sagittaire éditions, 1994, p. 28.
26. ANT, c. 210, d. 190, doc. 2, 7 décembre 1846.
27. ANT, c. 209, d. 165, doc. 73, lettre de Jules de Lesseps à Mustapha Khaznadar, 19 février 1850. Les personnes en question sont des officiers du ministère de la Marine et des Colonies, du ministère de la Guerre et du ministère des Travaux publics, ainsi que le sous-directeur des Consulats et des Affaires commerciales.
28. Mounir Abid, « Acteurs et enjeux... », art. cit., p. 36.
29. ANT, c. 3, d. 42, doc. 163, lettre de Giuseppe Raffo à Chakir Saheb Ettabâa, 18 juillet 1832.
30. Il importe de souligner que le comte Joseph Raffo (1795-1862), qui fut le premier ministre des Affaires étrangères de la régence sous le règne d'Achmed Bey (1837-1855), proposait à son tour la désignation des consuls et contrôlait leurs activités. La première mention de Raffo comme chargé des relations extérieures dans les documents d'archives remonte au 21 septembre 1849 : Mohyeddine Tebbini, *Giuseppe Maria Raffo fa'il hudoudi bi iyelet tounis 1795-1862* [Giuseppe Maria Raffo, acteur frontalier dans la régence de Tunis (1795-1862)], thèse de doctorat [en arabe], soutenue sous la direction de Sadok Boubaker, Faculté des Sciences humaines et sociales de Tunis, 2015, p. 309-311 ; Habib Jamoussi, « Le comte Joseph Raffo : un chrétien au pouvoir au temps du Muşir Ahmed bey (1837-1855) », *Actes du X<sup>e</sup> symposium d'études ottomanes tenu du 2 au 5 octobre 2002 sur le rôle économique et social des minorités dans les provinces arabes à l'époque ottomane*, Tunis, Fondation Temimi pour la recherche scientifique et l'information, 2004.
31. Mounir Abid, « Acteurs et enjeux... », art. cit., p. 22 et 27.
32. ANT, c. 231, d. 441, doc. 32 et 15.
33. *Ibid.*, doc. 11 ; voir également pour le cas de Smyrne ANT, c. 223, d. 400, doc. 7, lettre d'Ismail Daoud au bey de Tunis, 7 mars 1841.
34. ANT, c. 231, d. 441, doc. 1, lettre des marchands de Djerba à Ismail es-Sounni, s. d.
35. *Ibid.*, d. 232, doc. 6, 5 avril 1843.
36. Il n'est pas rare que les agents tunisiens au Levant soient liés au commerce tunisien et souvent issus de la colonie des marchands.
37. Mounir Abid, « Acteurs et enjeux... », art. cit., p. 36. Les réseaux noués par les *wakils* avec la cour beylicale leur permettent de négocier des contrats de rachat de captifs européens, notamment entre 1800 et 1812.
38. Quelques familles de *wakils* figurent déjà dans les principales villes des États italiens au xix<sup>e</sup> siècle, comme les Massoni, les Pagliano et les Taush : Mohyeddine Tebbini, *Giuseppe Maria Raffo...*, *op. cit.*, p. 300.
39. ANT, c. 230, d. 420, doc. 19, lettre d'Isaac Cardozo à M'hammed bey, 7 novembre 1855.
40. Les lettres des *wakils* sont adressées au bureau des affaires consulaires ou *kism wukala ad-Dawla*.
41. Notons que les *wakils* étaient autorisés très souvent à faire des transactions commerciales.
42. Mounir Abid, « Acteurs et enjeux... », art. cit., p. 46.

43. Les marchands tunisiens disposaient également d'un khan à Istanbul, situé à l'extrémité sud-ouest du grand bazar couvert, tout près de la mosquée Beyazit. Voir Andreas Tunger-Zanetti, *La communication entre Tunis et Istanbul 1860-1913, Province et métropole*, Paris, L'Harmattan, 1996, p. 93.
44. Sadok Boubaker, « Espaces maritimes comparés : Tunis, Smyrne et Marseille au XVIII<sup>e</sup> siècle », dans Mehdi Jerad (dir.), *Justice, Politique et Société. Recueil d'études en hommage à Ali Nouredine*, Tunis, Regroupement Latrach des Livres spécialisés (Faculté des Sciences humaines et sociales de Tunis, Faculté des Lettres et Sciences humaines de Sousse, Laboratoire « Histoire des économies et des sociétés méditerranéennes »), 2016, p. 229-246.
45. ANT, c. 223, d. 400, doc. 2, 12 janvier 1814.
46. Surtout après les réformes effectuées par Ahmed bey (1837-1855).
47. La régence de Tunis avait envoyé plusieurs soldats pour participer à la guerre de Crimée (1854-1856).
48. ANT, c. 223, d. 400, doc. 17, 24 janvier 1867.
49. ANT, c. 223, d. 400, doc. 5, 13 décembre 1840.
50. ANT, c. 223, d. 400, doc. 17, 24 janvier 1867.
51. ANT, c. 223, d. 400, doc. 31, 14 juin 1881.
52. ANT, c. 231, d. 232, doc. 82, lettre de Mohamed Badreddine à Mustapha Khaznadar, 27 novembre 1848.
53. ANT, c. 222, d. 377, doc. 3, décembre 1812.
54. L'une des tâches essentielles des *wakils* levantins est d'entretenir la bonne réputation de la chéchia tunisienne.
55. Monnaie en or. La valeur de cette monnaie équivalait à quatre-vingts *naçri-s* ou aspres. Le *mahboub* vaut entre 7 à 8 francs en 1777.
56. ANT, c. 231, d. 441, doc. 13.
57. *Ibid.*, doc. 13, 31 et 2.
58. Mounir Abid, *Dawrou wukala...*, *op. cit.*, p. 134.
59. ANT, c. 223, d. 396, doc. 196.
60. Omar el-Abri était en même temps le gestionnaire des affaires commerciales de cette famille à Istanbul : ANT, c. 223, d. 394, doc. 1, 6 avril 1852.
61. ANT, c. 223, d. 396, doc. 10.
62. *Ibid.*, doc. 205, 10 mai 1827.
63. *Ibid.*, doc. 16, 8 février 1853 ; c. 223, d. 392, doc. 11.
64. ANT, c. 223, d. 392, doc. 90.
65. ANT, c. 223, d. 396, doc. 12.
66. *Ibid.*, doc. 202.
67. Mohamed Faouzi Mostghanemi, *Youssef Saheb Ettabâa wa alakathou bi rabth bab souika awakhir qarn thamin achar wa bidayat al qarn attasia' achar* [Youssef Saheb Ettabâa et ses relations avec le faubourg de Bab Souika, fin XVIII<sup>e</sup> et début XIX<sup>e</sup> siècle], DEA sous la direction d'Abdelhamid Hénia, Faculté des Sciences Humaines et Sociales de Tunis, 2000, p. 101-113.
68. ANT, registre 286, fol. 65.
69. Ces esclaves sont affranchis suite au décès de la mère du bey, *ibid.*, fol. 72.
70. ANT, registre 416, fol. 95.
71. Vaste domaine de terres cultivables.
72. ANT, registre 349, fol. 14.
73. Le 8 avril 1804, il reçoit, par exemple, une somme d'argent afin d'acheter de la laine : ANT, registre 2331.
74. ANT, registre 2330.
75. ANT, c. 206, d. 81, doc. 47, 27 mars 1812.
76. *Ibid.*, doc. 58, lettre adressée au roi de France non signée, s. d.



77. Daniel Panzac, *Les corsaires barbaresques : la fin d'une épopée 1800-1820*, Paris, CNRS Éditions, 1999, p. 183.
78. ANT, c. 206, d. 81, doc. 58, s. d.
79. Principal port méditerranéen des Habsbourg, Trieste fut occupée par les Français en 1797, 1805 et 1809 et intégrée aux Provinces illyriennes de 1809 à 1814, avant de redevenir autrichienne : Albert Soboul, *Le Premier Empire*, Paris, PUF, 1973, p. 65.
80. En 1807, Napoléon établit des droits prohibitifs sur les marchandises barbaresques. En effet, la navigation en Méditerranée est fortement perturbée par une législation douanière de plus en plus sévère au grand désavantage des neutres. Voir Rachida Tlili Sellaouti, « L'accueil des Barbaresques sur les côtes provençales au XVIII<sup>e</sup> siècle : entre hospitalité et refoulement », *Revue d'histoire maghrébine*, n° 110, 2003, p. 164.
81. ANT, c. 206, d. 81, doc. 38, 28 août 1811.
82. ANT, c. 206, d. 81, doc. 47, Othman Ben Mabrouk à l'empereur des Français et roi d'Italie, le 27 mars 1812.
83. Rachida Tlili Sellaouti, « L'accueil des Barbaresques sur les côtes provençales... », art. cit., p. 164.
84. Othman Ben Mabrouk a fait rédiger un mémoire au duc de Bassano, ministre des Affaires étrangères, daté du 6 décembre 1811. En voici quelques fragments : « L'opération de Ben Mabrouk n'est point une opération qu'on doive considérer comme ayant un but mercantile. Dans aucun cas comme sous aucun prétexte, ce Tunisien ne pouvait se croire autorisé à consentir à de présents même les plus modiques. Exposer son prince à être soupçonné en France, de servir le commerce anglais est un délit puni à Tunis de la peine capitale. [...] Ben Mabrouk vous supplie de mettre fin à des procédés, à des mesures aussi contradictoires au droit des gens et aux devoirs de l'hospitalité ». ANT, c. 206, d. 81, doc. 37.
85. En particulier, il interagit avec Hugues-Bernard Maret, duc de Bassano, ministre des Affaires étrangères du 17 avril 1811 au 19 novembre 1813. Voir Eugène Plantet, *Correspondance des beys et consuls de France avec la cour*, Paris, Félix Alcan, 1899, t. 3, p. 493, note 2.
86. ANT, c. 206, d. 81, doc. 58, s. d.
87. La douane de Trieste a procédé à la vente du chargement de la polacre américaine *Mabrouka*, qui contenait 816 caisses de savon, 140 balles de laines, 375 balles d'éponges et 400 quintaux d'huile.
88. ANT, c. 206, d. 81, doc. 34, feuille de compte [en arabe], datée du 11 octobre 1815, concernant le bâtiment du bey saisi à Trieste par les autorités françaises. Le document permet de préciser les quantités des marchandises et leur valeur. En outre, Ben Mabrouk dresse l'état des munitions navales qu'il n'a pu se procurer, en s'adressant à la fois au bey et à son ministre.
89. ANT, c. 206, d. 81, doc. 36, lettre d'Othman Ben Mabrouk à Mahmoud Djellouli envoyé du bey à Malte (1811-1813) dans laquelle il expose les différentes difficultés rencontrées à Trieste, datée du 18 mars 1811.
90. ANT, c. 206, d. 81, doc. 46, 29 juin 1812.
91. *Ibid.*, doc. 38. Déjà en 1809 il vend des quantités d'huile pour le compte de Younes Ben Younes et envoie à Youssef Saheb Ettabâa des tissus et des barils de poudre : *ibid.*, doc. 24, lettre d'Othman Ben Mabrouk à Youssef Saheb Ettabâa, 11 novembre 1809. Othman Ben Mabrouk envoie ses lettres souvent par l'intermédiaire de Mortakhai, un Juif livournais résidant à Tunis.
92. ANT, c. 206, d. 81, doc. 24, 11 novembre 1809.
93. En 1809, Othman Ben Mabrouk a déjà reçu de Youssef Saheb Ettabâa 5 000 sequins vénitiens par un bâtiment anglais afin de les investir dans l'achat de marchandises et munitions de guerre et d'avoir sa propre commission, *ibid.*, doc. 24.
94. *Ibid.*, doc. 39, 29 août 1811.

95. ANT, c. 206, d. 81, doc. 44, lettre d'Othman Ben Mabrouk à Hammouda Pacha, 15 avril 1814. Sur la question de l'information consulaire voir : Silvia Marzagalli (dir.), *Les consuls en Méditerranée, agents d'information XVI<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Classiques Garnier, 2015.

---

## RÉSUMÉS

Cet article se veut une contribution à l'histoire des pratiques diplomatiques et marchandes entre l'Europe, la régence de Tunis et le Levant vers le début du xix<sup>e</sup> siècle. Il aborde la question du choix des wakils, sorte de consul en gestation, dans les différents postes consulaires de la régence de Tunis. L'article distingue entre le « wakil levantin » et le wakil en Europe à partir de la titulature et des rémunérations. En outre, il met en valeur les avantages d'être un wakil de la régence de Tunis. À partir de l'étude de cas de wakils, nous essayerons de discerner les stratégies individuelles de ces agents. Il existait ainsi un conflit d'intérêt chez les wakils entre intérêt privé et intérêt « national », à tel point que le wakil était assimilé à un membre des marchands de la cour plutôt qu'à un représentant diplomatique.

This article brings a contribution to the history of diplomatic and commercial practices between Europe, the regency of Tunis and the Levant in the early nineteenth century. It discusses the recruitment of wakils, an emerging type of consul, in the different consular posts of the regency of Tunis. In this contribution, I suggest distinguishing between Levantine wakils and their European counterparts, who were offered different posts and wages. In addition, the article highlights the benefits of being a wakil in the regency of Tunis, and examines the case studies of various wakils to discern these agents' individual strategies. For instance, there was a conflict of interest among wakils between private and "national" interest, to such an extent that the wakil was considered a member of the Court merchants rather than a diplomatic representative.

## INDEX

**Keywords** : wakil, regency of Tunis, diplomatic representation, merchants of the Court, nineteenth century

**Mots-clés** : wakil, régence de Tunis, représentation diplomatique, marchands de la cour, xix<sup>e</sup> siècle

## AUTEUR

### MEHDI JERAD

Mehdi Jerad est maître de conférences habilité à diriger de recherches à la faculté des lettres et des sciences humaines de Sousse. Ses travaux de recherche, élaborés au sein du laboratoire « Histoire des économies et des sociétés méditerranéennes », portent sur l'histoire sociale et diplomatique de la Tunisie moderne. Parmi ses publications récentes, *La correspondance de Jean Antoine Molinari, consul suédois à Tunis 1764-1778* (introduite et annotée), Tunis, 2015, 607 p. ; *Les marchands de la cour dans la régence de Tunis (fin XVIII<sup>e</sup>-début XIX<sup>e</sup> siècle)*, [en arabe], Tunis, 2017,

309 p. ; « Étienne Famin, “chargé d’affaires américain” à Tunis : entre enjeu identitaire et logique clientéliste (fin XVIII<sup>e</sup>-début XIX<sup>e</sup> siècle) », *Cahiers de la Méditerranée*, n° 94, 2017, p. 285-304.